

## **Ada**

Exercice clos le 31 décembre 2021

**Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés**

**BDO PARIS**

43-47, avenue de la Grande Armée  
75116 Paris  
480 307 131 R.C.S. Paris  
S.A.S. au capital de € 3 000 000

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Paris

**ERNST & YOUNG et Autres**

Tour First  
TSA 14444  
92037 Paris-La Défense cedex  
S.A.S. à capital variable  
438 476 913 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles et du Centre

## Ada

Exercice clos le 31 décembre 2021

### Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Aux actionnaires de la société Ada,

#### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Ada relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

#### Fondement de l'opinion

##### ■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

## ■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2021 à la date d’émission de notre rapport.

### Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l’audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l’état d’urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d’avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l’organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C’est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d’ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

### Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d’exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d’administration.

Nous n’avons pas d’observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

### Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d’entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d’établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu’elle estime nécessaire à l’établissement de comptes consolidés ne comportant pas d’anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d’erreurs.

Lors de l’établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d’évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d’exploitation et d’appliquer la convention comptable de continuité d’exploitation, sauf s’il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d’administration.

## Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;

- ▶ concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Paris et Paris-La Défense, le 27 avril 2022

Les Commissaires aux Comptes

BDO PARIS

ERNST & YOUNG et Autres



Eric Picarle



Bruno Gérard

**ADA**

**COMPTES CONSOLIDES**

**31 DECEMBRE 2021**

<b>A – Bilan consolidé.....</b>	<b>3</b>
<b>B – Compte de résultat consolidé .....</b>	<b>4</b>
<b>C – Tableaux de flux de trésorerie consolidés .....</b>	<b>5</b>
<b>D – Variation des capitaux propres consolidés.....</b>	<b>5</b>
<b>E – Notes annexes aux comptes consolidés.....</b>	<b>6</b>
<b>1 – Informations relatives à l’entreprise .....</b>	<b>6</b>
<b>2 – Principes comptables et modalités de consolidation.....</b>	<b>6</b>
2.1. Principes de consolidation .....	6
2.2 Changement d'estimations comptables .....	6
2.3. Immobilisations incorporelles .....	7
2.4. Immobilisations corporelles .....	7
2.5. Modalités d'évaluation des dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles .....	7
2.6. Titres de participation .....	7
2.7. Stocks .....	7
2.8. Créances clients.....	7
2.9. Résultat courant .....	8
2.10. Impôts différés et impôts courants .....	8
2.11. Résultat exceptionnel.....	8
2.12. Résultat net par action .....	8
2.13. Provision pour engagements de retraite et indemnités de départ.....	8
2.14. Date de clôture des comptes .....	8
<b>3 – Périmètre de consolidation.....</b>	<b>9</b>
<b>4 – Evènements significatifs de l'exercice .....</b>	<b>9</b>
<b>5 – Notes sur le bilan et le compte de résultat .....</b>	<b>9</b>
5.1. Écarts d'acquisition .....	9
5.2. Immobilisations incorporelles .....	10
5.3. Immobilisations corporelles .....	10
5.4. Immobilisations financières .....	11
5.5. Créances clients et autres créances .....	11
5.6. Comptes de régularisation .....	11
5.7. Trésorerie nette.....	12
5.8. Capitaux propres consolidés .....	12
5.9. Provisions pour risques et charges.....	12
5.10. Emprunts et dettes financières .....	12
5.11. Dettes fournisseurs et autres dettes.....	13
5.12. Chiffre d'affaires.....	13
5.13. Autres produits d'exploitation .....	13
5.14. Charges de personnel .....	14
5.15. Charges externes et autres charges d'exploitation .....	14
5.16. Résultat Financier.....	14
5.17. Résultat Exceptionnel.....	15
5.18. Impôts sur le résultat .....	15
5.19. Résultat par action .....	16
5.20. Informations relatives aux parties liées .....	16
<b>6 - Autres informations .....</b>	<b>18</b>
6.1. Engagements.....	18
6.2. Objectifs et politiques de gestion des risques.....	19
6.3. Montants des honoraires des commissaires aux comptes .....	20
6.4. Evènements importants postérieurs à la clôture .....	20

## A – Bilan consolidé

<b>Actif</b>			<b>31/12/2021</b>	<b>31/12/2020</b>
	Écarts d'acquisition nets	note 5.1	495	561
	Immobilisations incorporelles nettes	note 5.2	15 849	16 823
	Immobilisations corporelles nettes	note 5.3	10 189	2 219
	Immobilisations financières	note 5.4	708	536
	<b>Actif immobilisé</b>		<b>27 241</b>	<b>20 139</b>
	Stocks et en-cours nets	note 5.5	214	286
	Avances et acomptes	note 5.5	4 947	5 041
	Créances clients nettes	note 5.5	51 820	46 647
	Autres créances d'exploitation	note 5.5	7 376	8 233
	Autres débiteurs	note 5.5	12 749	17 363
	Comptes de régularisation	note 5.6	1 745	1 301
	Disponibilités	note 5.7	1 447	3 812
	<b>Actif circulant</b>		<b>80 298</b>	<b>82 683</b>
	<b>Total actif</b>		<b>107 539</b>	<b>102 822</b>

<b>Passif</b>			<b>31/12/2021</b>	<b>31/12/2020</b>
	Capital		4 442	4 442
	Primes et autres réserves consolidées		26 212	24 820
	Résultat de l'exercice		1 392	1 508
	<b>Capitaux propres part du Groupe</b>		<b>32 046</b>	<b>30 770</b>
	Intérêts minoritaires		0	0
	<b>Capitaux propres totaux</b>	note 5.8	<b>32 046</b>	<b>30 770</b>
	<b>Provisions pour risques et charges</b>	note 5.9	<b>2 170</b>	<b>94</b>
	Emprunts et dettes financières	note 5.10	27 454	25 669
	Dettes fournisseurs	note 5.11	20 635	16 262
	Autres dettes	note 5.11	20 753	24 345
	Comptes de régularisation	note 5.6	4 481	5 682
	<b>Dettes</b>		<b>73 323</b>	<b>71 958</b>
	<b>Total passif</b>		<b>107 539</b>	<b>102 822</b>



## B – Compte de résultat consolidé

		31/12/2021	31/12/2020
<b>Chiffre d'affaires</b>	note 5.12	<b>99 720</b>	<b>87 806</b>
Autres produits d'exploitation	note 5.13	13 535	13 567
Achats et variations de stocks		-3 745	-2 046
Charges externes	note 5.15	-79 375	-69 813
Impôts et taxes		-1 395	-1 224
Charges de personnel	note 5.14	-7 242	-6 394
Dotation aux amortissements et provisions		-12 441	-8 328
Autres charges d'exploitation	note 5.15	-12 614	-12 195
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>-3 557</b>	<b>1 373</b>
Produits financiers		282	327
Charges financières		-280	-148
<b>Résultat Financier</b>	note 5.16	<b>2</b>	<b>179</b>
<b>Résultat Courant des entreprises intégrées</b>		<b>-3 555</b>	<b>1 552</b>
Produits exceptionnels		5 627	2 244
Charges exceptionnelles		1 519	1 667
<b>Résultat exceptionnel</b>	Note 5.17	<b>4 108</b>	<b>577</b>
Impôts sur les bénéfices		-904	555
<b>Résultat net des entreprises intégrées</b>		<b>1 458</b>	<b>1 574</b>
Dotation aux amortissements des écarts d'acquisition	note 5.1	66	66
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>		<b>1 392</b>	<b>1 508</b>
Résultat revenant aux minoritaires		0	0
<b>Résultat net part du Groupe</b>		<b>1 392</b>	<b>1 508</b>
<b>Résultat net par action</b>	note 5.19		
de base		0.48€	0.52€
dilué		0.48€	0.52€

Etat du résultat global consolidé		31/12/2021	31/12/2020
<b>Résultat net</b>		<b>1 392</b>	<b>1 508</b>
Réévaluation des instruments dérivés de couverture		0	0
<b>Résultat global de la période</b>		<b>1 392</b>	<b>1 508</b>
Dont part du Groupe		1 392	1 508
Dont part des intérêts non contrôlant		0	0

### C – Tableaux de flux de trésorerie consolidés

		31/12/2021	31/12/2020
<b>Résultat net</b>		<b>1 392</b>	<b>1 508</b>
Dotations aux amortissements et aux provisions		7 322	3 518
Reprises des amortissements et provisions		0	0
Plus et moins-values de cession		149	-529
Impôts différés	note 5.17	-880	35
<b>Capacité d'autofinancement</b>		<b>7 983</b>	<b>4 532</b>
Variation des frais financiers		7	-4
Variation de stocks	note 5.5	72	-14
Variation des créances d'exploitation	note 5.5	-4 222	-3 054
Variation des dettes d'exploitation	note 5.11	6 996	724
Variation des créances hors exploitation	note 5.5	4 614	-178
Variation des dettes hors exploitation	note 5.11	-5 939	-822
Variation des charges et produits constatés d'avance	note 5.6	-727	1 701
<b>Variation du Besoin en Fonds de Roulement</b>		<b>801</b>	<b>-1 647</b>
<b>Flux net de trésorerie générés par l'activité</b>		<b>8 784</b>	<b>2 885</b>
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	note 5.2	-2 238	-5 327
Acquisitions d'immobilisations corporelles	note 5.3	-20 062	-10 786
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	notes 5.2 et 5.3	12 039	10 776
Acquisitions d'immobilisations financières	note 5.4	-197	-48
Cession d'immobilisations financières	note 5.4	24	48
<b>Flux net de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>		<b>-10 434</b>	<b>-5 337</b>
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	note 5.8	0	0
Dividendes versés aux actionnaires minoritaires		-1	0
Encaissement provenant des emprunts		18 550	15 907
Décaissement provenant des emprunts		-12 821	-15 932
<b>Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement</b>		<b>5 728</b>	<b>-25</b>
<b>Variation de trésorerie</b>		<b>4 078</b>	<b>-2 477</b>
<b>Trésorerie nette à l'ouverture</b>	note 5.7	<b>-3 702</b>	<b>-1 225</b>
<b>Trésorerie nette à la clôture</b>	note 5.7	<b>376</b>	<b>-3 702</b>

### D – Variation des capitaux propres consolidés

	Capital	Primes et Réserves consolidées non distribuées	Capitaux propres part du Groupe	Intérêts non contrôlant	Total des capitaux propres
<b>Capitaux propres au 01/01/2020</b>	<b>4 442</b>	<b>24 820</b>	<b>29 262</b>	<b>0</b>	<b>29 262</b>
Résultat 2020		1 508	1 508		1 508
Divers					
Dividendes					
<b>Capitaux propres au 31/12/2020</b>	<b>4 442</b>	<b>26 328</b>	<b>30 770</b>	<b>0</b>	<b>30 770</b>
Résultat 2021		1 392	1 392		1 392
Divers		-116	-116		-116
Dividendes					
<b>Capitaux propres au 31/12/2021</b>	<b>4 442</b>	<b>27 604</b>	<b>32 046</b>	<b>0</b>	<b>32 046</b>

## E – Notes annexes aux comptes consolidés

Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en milliers d’euros.

### 1 – Informations relatives à l’entreprise

Le groupe ADA, constitué de la société et de ses filiales (le « Groupe »), a pour principale activité le développement et l’animation d’un réseau de franchisés qui exploitent des agences de location de véhicules sous l’enseigne ADA. Les franchisés sont des entrepreneurs indépendants qui gèrent de façon autonome leur activité, tout en respectant la charte de qualité liée au contrat de franchise.

Les états financiers consolidés reflètent la situation comptable du Groupe, ainsi que les intérêts dans les entreprises associées.

Le Groupe fait partie du périmètre consolidé du Groupe Rousselet.

En date du 30 mars 2022, le Conseil d’Administration a arrêté les comptes consolidés au 31 décembre 2021, a autorisé la publication des états financiers consolidés du Groupe ADA au 31 décembre 2021. Ces comptes ne seront définitifs qu’après leur approbation par l’Assemblée Générale des actionnaires qui se tiendra courant juin 2022.

### 2 – Principes comptables et modalités de consolidation

Les comptes consolidés d’ADA SA et de ses filiales (le « Groupe ») de l’exercice 2021 ont été établis selon le règlement ANC 2020-01 du 9 octobre 2020 relatif aux comptes consolidés.

Dans ce cadre, les contrats de crédit-bail sur la flotte ont fait l’objet d’une comptabilisation à l’actif immobilisé et en dettes financières en appliquant la méthode rétrospective. Les impacts à l’ouverture sur ces deux postes sont précisés respectivement dans les notes 5.3. Immobilisations corporelles et 5.10. Emprunts et dettes financières. Les autres dispositions du nouveau règlement n’engendrent aucun effet significatif.

Les règlements 2004-06 et 2002-10 du Comité de la Réglementation Comptable relatifs respectivement à la définition, l’évaluation et la comptabilité des actifs et à l’amortissement et la dépréciation des actifs ont été appliqués.

Les principes comptables significatifs retenus dans le cadre de l’établissement de ces comptes sont décrits ci-après.

#### *2.1. Principes de consolidation*

Les états financiers consolidés regroupent, par intégration globale, les comptes de toutes les filiales significatives dont le Groupe détient directement ou indirectement et de façon durable le contrôle exclusif.

Les entreprises dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint avec d’autres actionnaires sont consolidées par intégration proportionnelle.

Les entreprises dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur la gestion et la politique financière sont mises en équivalence. Les titres de participation qui ne sont pas consolidés sont inclus dans la rubrique immobilisations financières pour leur coût d’acquisition.

Les transactions entre les sociétés intégrées ainsi que les résultats internes à l’ensemble consolidé ont été éliminés.

L’écart de première consolidation constaté à l’occasion d’une prise de participation (différence entre le prix d’acquisition et la quote-part de capitaux propres de la société à la date de l’acquisition) est, le cas échéant, affecté aux postes appropriés du bilan consolidé, la partie résiduelle non affectée étant portée à la rubrique « écart d’acquisition ».

L’écart d’acquisition est amorti ou non amorti en fonction de sa durée d’utilisation. Ainsi, l’écart d’acquisition :

- dont la durée d’utilisation est limitée, est amorti linéairement sur cette durée, qui n’excède pas quarante ans et est déterminée en prenant en considération la nature spécifique de l’entreprise. En cas d’indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué.
- dont la durée d’utilisation est non limitée, n’est pas amorti et fait l’objet d’un test de dépréciation au moins une fois par an.

Lorsque la valeur recouvrable actuelle de l’écart d’acquisition est inférieure à sa valeur nette comptable, une dépréciation est constatée. La dépréciation constatée est définitive et ne peut pas être reprise, même en cas de retour à une situation favorable.

La conversion des comptes des entreprises étrangères est effectuée selon la méthode du cours historique : les éléments non monétaires sont convertis au cours historique, les éléments monétaires d’actif et de passif sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l’exercice, les produits et charges sont convertis au cours moyen de l’exercice. Les écarts de conversion constatés, tant sur le bilan que sur le résultat sont portés, pour la part revenant au Groupe dans les capitaux propres part groupe, au poste « Ecart de conversion » et pour la part revenant aux minoritaires au poste « intérêts minoritaires ».

## 2.2 Changements d'estimations comptables

Le groupe a procédé sur l'exercice 2021 à deux changements d'estimations comptables :

- Dans les comptes de ADA SA, une partie des protocoles auparavant dépréciée à 25% est depuis 2021 dépréciée à 75%. L'impact de ce changement d'estimation portant sur la provision pour dépréciation des créances s'élève à -3,1M€.
- Dans les comptes de Point Loc SA, le chiffre d'affaires constitué des droits d'entrée facturés est dorénavant comptabilisé lors de l'entrée effective de l'agence Point Loc dans le réseau et non plus lorsqu'elle signe un bon de commande afin de rejoindre le réseau. L'impact de ce changement d'estimation portant sur le chiffre d'affaires s'élève à -1,2M€.

## 2.3. Immobilisations incorporelles

Les fonds commerciaux, marques, licences, brevets et droits au bail sont évalués au coût d'achat, les logiciels au coût d'achat et de développement.

Ils sont amortis selon le mode linéaire.

Les fonds commerciaux sont amortis sur une période n'excédant pas 25 ans. Les droits au bail identifiés séparément, ne sont pas amortis en raison de la protection juridique qui s'y attache.

Les coûts de développement des logiciels créés (y compris les coûts de déploiement ou de développement interne) sont portés à l'actif lorsqu'il est probable que ces dépenses généreront des avantages économiques futurs. Ces coûts sont amortis linéairement sur la durée d'utilisation estimée des logiciels, soit 7 ans à compter de la mise en service.

Les brevets sont amortis sur cinq ans, les logiciels sur un à trois ans.

## 2.4. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan consolidé pour leur coût d'acquisition augmenté, le cas échéant, par l'affectation des écarts d'évaluation.

Les amortissements sont calculés, selon le mode linéaire, en fonction des durées d'utilisation estimées des biens :

Constructions	25 ans
Agencements et aménagements divers	5 à 10 ans
Matériel de bureau et mobilier	2 à 10 ans
Matériel de transport	2 à 5 ans

## 2.5. Modalités d'évaluation des dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

Lors de chaque clôture des comptes, s'il existe un indice quelconque montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur (valeur de marché, changements importants dans le mode d'utilisation...) un test de dépréciation est effectué pour le ramener à la valeur d'utilité du bien, si celle-ci est inférieure à la valeur nette comptable.

## 2.6. Titres de participation

Le poste « titres de participation » correspond au coût d'acquisition des titres des sociétés non consolidées ; s'il y a lieu, une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur de marché est inférieure à la valeur brute.

## 2.7. Stocks

Les stocks sont évalués au coût de revient.

## 2.8. Créances clients

Les créances clients sont évaluées pour leur valeur nominale.

Les provisions pour dépréciation sont calculées selon la méthode suivante :

- 25% pour les créances supérieures à 6 mois
- 50% pour les créances supérieures à 12 mois
- 100% pour les créances supérieures à 18 mois

Une dépréciation complémentaire est effectuée en fonction des possibilités de recouvrement estimées au cas par cas à la date d'arrêté des comptes sur toutes les créances significatives.

### *2.9. Résultat courant*

Les cessions de véhicules de transport de l'activité gestion du parc de EDA sont considérées comme ayant un caractère courant et non pas exceptionnel.

La valeur nette comptable est portée en « autres charges d'exploitation », tandis que le prix de cession est porté en « autres produits d'exploitation ».

### *2.10. Impôts différés et impôts courants*

Des impôts différés sont calculés sur toutes les différences temporaires entre la base imposable et la valeur en consolidation des actifs et passifs. Celles-ci comprennent notamment l'élimination des écritures constatées dans les comptes individuels des filiales en application des options fiscales dérogatoires. La règle du report variable est appliquée et les effets des modifications des taux d'imposition sont inscrits dans le résultat de l'exercice au cours duquel le changement de taux est décidé.

Les impôts différés ne sont inscrits à l'actif du bilan que dans la mesure où il est plus probable qu'improbable qu'ils soient récupérés au cours des années ultérieures.

### *2.11. Résultat exceptionnel*

Les charges et produits exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité courante de l'entreprise.

### *2.12. Résultat net par action*

Le résultat net par action est calculé en rapportant le résultat net de l'exercice par le nombre de titres de la société à la date de clôture.

### *2.13. Provision pour engagements de retraite et indemnités de départ*

Le Groupe applique la méthode préférentielle et comptabilise au passif du bilan, sous forme de provision, le montant correspondant aux engagements de retraite.

Les principales hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- prise en compte des facteurs de rotation de personnel et de mortalité
- taux d'augmentation des salaires : 1 %
- taux d'actualisation : 1,49 %

La provision est constatée au passif du bilan pour son montant brut augmenté des charges sociales calculées au taux de 40 %. Les variations liées aux écarts actuariels impactent directement le compte de résultat.

Un impôt différé, constaté en fonction de la déductibilité future de la charge, figure à l'actif du bilan.

### *2.14. Date de clôture des comptes*

Les sociétés du Groupe clôturent leurs comptes au 31 décembre.

### 3 – Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation est le suivant :

Sociétés	Pourcentage d'intérêt	Méthode	Activité
ADA	Mère		Animation et développement du réseau de franchisés; agences en location gérance
EDA	99,94%	I.G.	Gestion du parc de véhicules, location longue durée du parc de véhicules et vente de services auprès des franchisés
ADA SERVICES	100,00%	I.G.	Prestations informatiques destinées tant aux franchisés qu'aux succursales et au siège de ADA
ADA COURTAGE	100,00%	I.G.	Courtage en assurance
POINT LOC	100,00%	I.G.	Agences de location courte durée et restructuration des agences Animation et développement d'un réseau de licenciés de marque
MOOVENDI	100,00%	I.G.	Mise à disposition de solutions de mobilité destinées au transport de personnes Vente pour compte de tiers d'outils de location courte durée
TRANSPORT ADA	100,00%	I.G.	Mise à disposition de solutions de mobilité
ADA EXPRESS	100,00%	I.G.	Stations de location courte durée en autopartage
MOOVIN	100,00%	I.G.	Mise à disposition de solutions de mobilité destinées au transport de personnes
ADA DEVELOPPEMENT	100,00%	I.G.	Développement et commercialisation d'un concept de location de courte durée de véhicules

### 4 – Evènements significatifs de l'exercice

Outre les changements d'estimations mentionnés au § 2.2, le groupe a également souhaité en 2021 modifier certaines pratiques de gestion afin de mieux formaliser la traduction dans les comptes des engagements pris à l'égard d'une partie du réseau. Les impacts liés à l'ensemble de ces changements s'élèvent à -6,3M€ avant impôt, soit -4,6M€ après impôt.

Groupe Rousselet, actionnaire majoritaire de Ada a consenti, lors de son Comité d'Administration du 21 décembre 2021, un abandon de créance au profit de Ada afin de compenser totalement l'effet de ces décisions, de telle sorte que le résultat de Ada pour 2021 n'en soit pas impacté. Le Conseil d'Administration de Ada, lors de sa réunion du 21 décembre 2021, a approuvé ces changements et accepté le bénéfice de l'abandon de créance. En contrepartie, Ada s'est engagé à procéder avant le 21 décembre 2023 à une augmentation de capital réservée à Groupe Rousselet d'un montant au moins égal à celui de l'abandon de créance consenti.

### 5 - Notes sur le bilan et le compte de résultat

#### *5.1. Écarts d'acquisition*

Les écarts d'acquisition s'analysent ainsi :

	31/12/2020	Augmentations /Dotations	Diminutions /Reprises	Autres variations	31/12/2021
Écarts d'acquisition	4 196	0	0	0	4 196
Amortissements	3 635	66	0	0	3 701
<b>Total Valeurs nettes</b>	<b>561</b>	<b>66</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>495</b>

### 5.2. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles s'analysent ainsi :

Montant brut	31/12/2020	Augmentations	Diminutions	Autres variations	31/12/2021
Marques, Licences	15 433	106	402	2 586	17 723
Droit au bail	182			0	182
Fonds de commerce	13 215	2 132	671	0	14 676
Avances et acomptes	2 865		2 865		0
<b>Total Valeurs brutes</b>	<b>31 695</b>	<b>2 238</b>	<b>3 938</b>	<b>2 586</b>	<b>32 581</b>

Amortissements/provisions	31/12/2020	Augmentations	Diminutions	Autres variations	31/12/2021
Marques, Licences	10 906	1 742	12	0	12 636
Droit au bail	0	0	0	0	0
Fonds de commerce	3 788	494	186	0	4 096
Avances et acomptes	0	0	0	0	0
<b>Total amort/provisions</b>	<b>14 872</b>	<b>2 236</b>	<b>198</b>	<b>0</b>	<b>16 732</b>

Valeur Nette Comptable	16 823	2	3 740	2 586	15 849

Les acquisitions du poste « Marques, licences » sont principalement liées au développement du système d'information du réseau d'agences et de la gestion de la flotte.

Le groupe a acquis, au cours de l'exercice 2021, 19 fonds de commerce pour un montant total de 2 132K€, et a cédé 5 fonds de commerce pour un montant total de 671K€.

### 5.3. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles s'analysent ainsi :

Montant brut	31/12/2020	Retraitement ANC 2020-01	Augmentations	Diminutions	31/12/2021
Véhicules	3 290	5 275	17 115	12 337	13 343
Autres immo. corporelles	2 574	0	159	60	2 674
Immobilisations en cours	0	0	2 789	0	2 789
<b>Total Valeurs brutes</b>	<b>5 864</b>	<b>5 275</b>	<b>20 063</b>	<b>12 397</b>	<b>18 806</b>

Amortissements/provisions	31/12/2020	Retraitement ANC 2020-01	Augmentations	Diminutions	31/12/2021
Véhicules	2 338	2 936	2 721	882	7 113
Autres immo. Corporelles	1 307	0	226	28	1 504
<b>Total amort/provisions</b>	<b>3 645</b>	<b>2 936</b>	<b>2 947</b>	<b>910</b>	<b>8 617</b>

Valeur Nette Comptable	2 219	2 339	17 116	11 487	10 189

La variation des acquisitions des immobilisations corporelles est principalement liée à la politique de gestion du parc d'EDA.

Les incidences à l'ouverture du retraitement rétrospectif des véhicules en crédit-bail sont présentées dans la colonne « retraitement ANC 2020-01 »

#### 5.4. Immobilisations financières

Les immobilisations financières s'analysent ainsi :

	31/12/2021	31/12/2020
Prêts au personnel et autres prêts	47	47
Dépôts et cautionnements	646	474
Divers	15	15
<b>Total</b>	<b>708</b>	<b>536</b>

#### 5.5. Créances clients et autres créances

Les créances clients ne portent pas d'intérêts et sont en général payables entre 45 et 60 jours.

Les créances clients et autres créances s'analysent ainsi :

	Brut	Provisions	Net 31/12/2021	Net 31/12/2020
Stocks et en-cours	214	0	214	286
Avances et acomptes	4 947	0	4 947	5 041
Créances clients	68 607	16 787	51 820	46 647
Créances sociales et fiscales	7 375	0	7 376	8 233
Autres débiteurs	12 749	0	12 749	17 363
<b>Total</b>	<b>93 892</b>	<b>16 787</b>	<b>77 106</b>	<b>77 570</b>

Les autres débiteurs correspondent notamment à :

- des crédits-vendeurs pour 8 204K€
- des paiements attendus d'assurances suite à des sinistres pour 782K€
- des avoirs à recevoir pour 3 762K€

Balance âgée clients :

	31/12/2021	31/12/2020
Non échu	35 945	36 541
Moins d'un an	11 488	8 380
Entre un an et 5 ans	4 001	1 375
Plus de 5 ans	386	351
<b>Total</b>	<b>51 820</b>	<b>46 647</b>

#### 5.6. Comptes de régularisation

Les comptes de régularisation s'analysent ainsi :

	31/12/2021	31/12/2020
Comptes de régularisation actifs	1 745	1 301
Comptes de régularisation passifs	-4 481	- 5 682
<b>Total</b>	<b>-2 736</b>	<b>- 4 381</b>

Les comptes de régularisation actifs sont composés pour 761K€ de charges constatées d'avance et pour 984K€ d'impôt différé actif.

Les charges constatées d'avance correspondent principalement à des loyers immobiliers et à des loyers à venir sur les véhicules acquis dans le cadre de contrats avec clause de rachat par le constructeur. Ce poste comprend également la quote-part d'écotaxe rattachée aux



coûts de détention à venir des véhicules et des bonus sur acquisitions de véhicules qui sont étalés sur la durée de détention de ces véhicules.

Les comptes de régularisation passifs sont des produits constatés d'avance, et correspondent principalement à la quote-part des bonus restant à étaler et à certains frais de remise en état facturés d'avance.

#### 5.7. Trésorerie nette

La trésorerie nette se compose des éléments suivants :

	31/12/2021	31/12/2020
Comptes bancaires débiteurs	1 447	3 812
Comptes bancaires créditeurs	-1 071	-7 514
<b>Trésorerie nette</b>	<b>376</b>	<b>-3 702</b>

#### 5.8. Capitaux propres consolidés

Le capital social est fixé à 4 442 402,16 euros divisé en 2 922 633 actions d'une valeur nominale de 1,52 euros chacune. Il est entièrement libéré. Sur ces 2 922 633 actions, 31 767 actions ont un droit de vote double.

Le groupe contrôle le capital de façon à maintenir les capitaux propres à un niveau permettant d'assurer le bon déroulement des activités, le financement de ses investissements dans des conditions optimales et la création de valeur pour ses actionnaires.

La quote-part de pertes de l'année et des pertes antérieures revenant aux minoritaires est allouée au groupe et aux "intérêts non contrôlant" (anciennement intérêts minoritaires) en fonction de leur pourcentage de participation respectif, même si cela conduit à reconnaître des intérêts non contrôlant négatifs.

#### 5.9. Provisions pour risques et charges

L'évolution des provisions pour risques et charges est la suivante :

	01/01/2021	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	31/12/2021
Provisions pour risques et litiges	18	0	0	0	18
Provisions pour charges	0	1 978			1 978
Provision Indemnité départ en retraite	76	98	0	0	174
<b>Total</b>	<b>94</b>	<b>2 076</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 170</b>

Le solde des provisions pour risques et litiges au 31/12/2021 correspond à des contentieux

#### 5.10. Emprunts et dettes financières

La composition dettes financières est la suivante :

	Moins d'1 an	Entre 1 an et 5 ans	Plus de 5 ans	31/12/2021	31/12/2020
Emprunts auprès des établissements financiers	17 975	4 462	0	22 437	17 940
Dépôts de garantie	405	0	0	405	215
Dettes financières crédit-bail	1 628	1 913		3 541	
Soldes créditeurs bancaires	1 071	0	0	1 071	7 514
<b>Total</b>	<b>21 079</b>	<b>6 375</b>	<b>0</b>	<b>27 454</b>	<b>25 669</b>

En 2020, le groupe ADA a contracté un prêt garanti par l'Etat (PGE) d'un montant de 10 M€. Le solde de cet emprunt au 31/12/2021 est de 7 M€

Le montant des lignes de crédit disponibles non utilisées au 31/12/2021 s'élève à 12 034 K€.

Il n'existe aucun covenant lié aux emprunts et dettes financières.

L'incidence à l'ouverture du retraitement rétrospectif du crédit-bail sur les dettes financières s'élève à 2 492 K€.

#### 5.11. Dettes fournisseurs et autres dettes

Les dettes fournisseurs et autres dettes s'analysent ainsi :

	31/12/2021	31/12/2020
Dettes fournisseurs	20 635	16 262
Avances et acomptes reçus	5 185	3 149
Dettes fiscales et sociales	8 459	7 871
Dettes vis-à-vis des constructeurs	344	620
Comptes courants créditeurs	6 445	11 045
Dettes diverses	320	1 660
Total Autres dettes	20 753	24 345
<b>Total</b>	<b>41 388</b>	<b>40 607</b>

Les dettes n'ont pas porté intérêts.

Les dettes fournisseurs sont généralement payables à 30 jours fin de mois.

Les dettes vis-à-vis des constructeurs entrent dans le cadre des détentions de véhicules avec engagement de rachat et sont généralement payables à 60 jours.

#### 5.12. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires s'analyse comme suit :

	2021	2020	Var
Produits de locations directes de véhicules	2 261	2 971	-24 %
Produits franchise et autres services aux franchisés	97 459	84 835	+15 %
<b>Total Chiffres d'affaires</b>	<b>99 720</b>	<b>87 806</b>	<b>+14 %</b>

En ce qui concerne les produits de locations directes de véhicules, le groupe ADA a constaté une baisse de 24 % de son chiffre d'affaires, liée à deux facteurs : réduction de l'activité à cause du contexte sanitaire, et réduction du nombre d'agences en portage.

#### 5.13. Autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation s'analysent comme suit :

	2021	2020
Production immobilisée	231	215
Reprises sur amortissements et provisions	438	3 263
Produits de cession sur épaves et vols	1 705	1 370
Produits de cession VP – VU	10 554	8 171
Transferts de charges	235	366
Produits divers	371	188
<b>Total Autres produits d'exploitation</b>	<b>13 535</b>	<b>13 567</b>

#### 5.14. Charges de personnel

Les charges de personnel s'analysent comme suit :

	2021	2020
Charges salariales	4 817	4 427
Charges sociales	2 161	1 856
Participation	264	111
<b>Total des charges de personnel</b>	<b>7 242</b>	<b>6 394</b>

Les charges salariales sont constituées des salaires et traitements, et d'indemnités transactionnelles.

L'effectif au 31 décembre 2021 s'établit comme suit :

	2021	2020
Cadres	42	39
Agents de maîtrise, employés, ouvriers	35	49
<b>Total</b>	<b>77</b>	<b>88</b>

L'effectif moyen de l'exercice 2021 est de 79 personnes.

#### 5.15. Charges externes et autres charges d'exploitation

Les charges externes s'analysent comme suit :

	2021	2020
Loyers divers	50 471	45 502
Entretien, maintenance et assurances	9 902	8 107
Honoraires et services extérieurs divers	16 493	13 653
Publicité, déplacements et autres frais divers	2 509	2 551
<b>Total des charges externes</b>	<b>79 375</b>	<b>69 813</b>

Les autres charges d'exploitation s'analysent comme suit :

	2021	2020
Pertes sur créances irrécouvrables	145	3 315
VNC sur épaves et vols	2 170	1 170
VNC ventes VP – VU	10 064	7 675
Charges diverses	235	35
<b>Total des autres charges d'exploitation</b>	<b>12 614</b>	<b>12 195</b>

#### 5.16. Résultat Financier

	2021	2020
Lignes de crédit et découverts bancaires	-279	-148
<b>Total des charges financières</b>	<b>-279</b>	<b>-148</b>
Divers	281	327
<b>Total des produits financiers</b>	<b>281</b>	<b>327</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>2</b>	<b>179</b>

### 5.17. Résultat Exceptionnel

	2021	2020
VNC des immobilisations incorporelles cédées	697	1 338
VNC des immobilisations corporelles cédées	51	88
Autres charges exceptionnelles	771	241
<b>Total des charges exceptionnelles</b>	<b>1 519</b>	<b>1 667</b>
Produits de cession d'immobilisations incorporelles	913	1968
Produits de cession d'immobilisations corporelles	28	208
Autres produits exceptionnels	4 686	68
<b>Total des produits exceptionnels</b>	<b>5 627</b>	<b>2 244</b>
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>4 108</b>	<b>577</b>

Les autres produits exceptionnels incluent 4,6M€ d'abandon de créances (cf note 4)

### 5.18. Impôts sur le résultat

#### Périmètre d'intégration fiscale

Au 31 décembre 2021, le groupe d'intégration fiscale français, dont ADA est la société mère, est composé des sociétés suivantes :

- ADA
- EDA
- ADA SERVICES
- POINT LOC
- ADA COURTAGE
- MOOVENDI
- ADA EXPRESS
- TRANSPORT ADA
- MOOVIN
- ADA DEVELOPPEMENT (Anciennement MOOVIN 2)

#### Preuve d'impôt

Le produit/charge d'impôt est principalement composé des éléments suivants :

	2021	2020
Impôt exigible	25	-520
Impôts différés	880	-35
<b>Charge/produit d'impôt comptabilisé au compte de résultat consolidé</b>	<b>905</b>	<b>-555</b>

Le rapprochement entre la charge d'impôt obtenue en appliquant le taux en vigueur au résultat avant impôt et la charge d'impôt réelle du groupe est le suivant :

	2021	2020
Résultat de l'ensemble consolidé	1 392	1 508
Charge ou Produit d'impôt	905	-555
Résultat avant impôt	487	2 063
<b>IS (charge) au taux en vigueur de 26.5% (28% en 2020)</b>	<b>-129</b>	<b>-578</b>
Charges non déductibles fiscalement	154	-58
Utilisation d'impôts différés actifs non activés et autres différences temporelles	880	35
<b>Charge/produit d'impôt effectivement constaté</b>	<b>905</b>	<b>-555</b>
<b>Taux effectif d'impôt</b>	<b>0%</b>	<b>26.90%</b>

## Impôts différés

Les sources d'impôts différés sont les suivantes :

	Bilan		Compte de résultat	
	31/12/2021	31/12/2020	2021	2020
<i>Passifs d'impôts différés</i>				
	0	0	0	0
<b>Passifs d'impôts différés</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<i>Actifs d'impôts différés</i>				
Retraites	45	20	25	0
C3S	19	15	4	0
Participation	68	30	38	-35
Effort construction	3		3	
Crédit-bail	36		-3	
Déficits reportables	813		813	
<b>Actifs d'impôts différés</b>	<b>984</b>	<b>65</b>		
<b>Produit d'impôts différés</b>			<b>880</b>	<b>-35</b>

Il existe des déficits fiscaux reportables non utilisés au 31/12/2021 pour un montant de 813K€.

### 5.19. Résultat par action

Sont présentées, ci-dessous, les informations sur les résultats et les actions ayant servi au calcul des résultats de base et dilué par action pour l'ensemble des activités :

	2021	2020
<b>Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires (K€)</b>	<b>1 392</b>	<b>1 508</b>
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le résultat de base par action	2 922 633	2 922 633
Effets dilutifs sur options de souscription d'actions	0	0
Effets dilutifs sur attribution actions gratuites	0	0
<b>Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le résultat dilué par action</b>	<b>2 922 633</b>	<b>2 922 633</b>
<b>Résultat par action (€/action)</b>	<b>0,48</b>	<b>0,52</b>
<b>Résultat dilué par action (€/action)</b>	<b>0,48</b>	<b>0,52</b>

Les options de souscription d'actions dont le prix d'exercice est supérieur au cours de l'action, ne sont pas considérées comme dilutives. L'effet dilutif est non significatif en 2021 et 2020.

### 5.20. Informations relatives aux parties liées

L'actionnaire principal du groupe est le groupe Rousselet, l'ultime société mère du groupe est la SAS Copag. Le groupe entretient des relations avec des filiales du groupe Rousselet et avec son Conseil d'Administration.

Le tableau suivant fournit le montant total des transactions qui ont été conclues avec les parties liées pour l'exercice.

Les ventes et les achats avec les parties liées sont réalisés au prix du marché. Les soldes en cours à la fin de l'exercice ne sont pas garantis et les règlements se font en trésorerie. Il n'y a pas eu de garanties fournies ou reçues pour les créances sur les parties liées. Aucune provision pour créances douteuses relatives aux montants dus par les parties liées n'a été enregistrée.

Les conventions avec les entreprises liées sont les suivantes :

- Honoraires d'animation groupe avec la société Copag
- Honoraires de mise à disposition de personnel par Assistance et Conseil,
- Bail commercial consenti par la société Groupe Rousselet, et avance en compte courant,
- Convention d'assistance administrative et financière par la société Nep Services,
- Prestation de traitement des archives pour Novarchive.
- Location de parking avec la société G7
- Prestations et matériels informatiques avec la société Pragmatik

Convention occupation de parking avec le groupe Rousselet

Convention intégration fiscale avec l'ensemble des sociétés du groupe ADA

Convention de centralisation de trésorerie avec l'ensemble des sociétés du groupe ADA

Convention de mise à disposition du restaurant d'entreprise avec le groupe Rousselet

Il n'y a pas de rémunération allouée au titre de l'exercice aux membres clefs du management du groupe, des organes de direction et de surveillance.

Il n'y a pas d'avantage de retraite particulier lié à la fonction.

Il n'y a plus d'options de souscriptions d'actions accordées aux membres des organes de direction

Il n'y a pas de charge enregistrée sur l'exercice.

(en milliers d'euros)		Ventes aux parties liées	Achats auprès de parties liées	Créances sur les parties liées	Dettes envers les parties liées
<b>Entités qui contrôlent directement ou indirectement ADA</b>					
Copag	2021	55	471	0	0
	2020	56	534	0	0
Groupe Rousselet	2021	5	622	4	6 505
	2020	0	641	0	11 122
<b>Entités qui ont un manager clé en commun avec ADA</b>					
(en milliers d'euros)		Ventes aux parties liées	Achats auprès de parties liées	Créances sur les parties liées	Dettes envers les parties liées
Nep Services	2021	7	0	0	0
	2020	0	92	0	0
Assistance et Conseil	2021	12	734	0	1
	2020	11	671	0	0
Pragmatik	2021	34	489	1	338
	2020	37	361	0	220
Homebox	2021	61	2	-7	3
	2020	110	0	52	6
Les Boxes	2021	471	27	4	9
	2020	462	5	36	10
Web & Tel	2021	0	0	0	0
	2020	3	0	0	0
Mobil Box	2021	0	0	0	0
	2020	0	0	0	0
Novarchive	2021	49	31	1	0
	2020	98	29	4	2
Novarchive Holding	2021	9	0	0	0
	2020	5	0	2	2
Novarchive Toulouse	2021	0	0	0	0
	2020	10	0	3	0
Sevenity	2021	21	0	5	0
	2020	11	0	0	0
Serenis	2021	15	122	1	24
	2020	14	10	0	12
Novarchive Lyon	2021	7	0	0	0
	2020	12	0	0	0
G7	2021	25	52	-3	-1
	2020	8	50	4	61
G IMMO Marseilles Plombière	2021	17	0	0	0
	2020	0	0	0	0
SNC Garage G7	2021	11	0	0	0
	2020	11	0	0	0
Armadillo Self Stockage	2021	5	0	0	0
	2020	0	0	0	0

SLBR-Sté de loc. de box de rangement	2021	7	0	0	0
	2020	0	0	0	0

## 6 - Autres informations

### 6.1. Engagements

Les engagements ci-dessous correspondent à l'exhaustivité des engagements connus à ce jour.

#### Engagements sur locations de véhicules

	Total	A moins de 6 mois	Entre 6 mois et 1 an	De 1 à 5 ans
<b>Engagements donnés</b>				
Paiements sur contrats de location simple envers les établissements financiers	20 366	8 283	5 753	6 330
<b>Engagements reçus :</b>				
Paiements sur contrats de location simple de la part des franchisés	22 863	8 953	6 568	7 342

Une partie de la flotte fait l'objet de contrat en location simple dans le cadre de montage structuré tripartite entre le groupe ADA, les constructeurs et les établissements financiers. Le Groupe ADA s'est engagé durant l'exploitation des véhicules à payer le loyer aux établissements financiers, il s'est engagé aussi à restituer le véhicule au constructeur.

#### Engagement sur les contrats de locations simples de bureaux et d'équipements

Le groupe a conclu des contrats de locations sur les locaux occupés (bureaux, agences...) et sur des équipements et matériels de bureau. Ces locations ont initialement une durée de 3 à 9 ans avec une option de renouvellement à l'échéance ou tacite reconduction. Les loyers sont, en règle générale, révisés chaque année pour tenir compte des conditions de marché. Aucun de ces contrats ne comprend d'option d'achat. Les principales caractéristiques de ces contrats se présentent ainsi :

	31/12/2021	31/12/2020
<b>Échéancier des loyers minimum futurs à payer</b>		
Loyers à moins d'1 an	3 479	2 997
Loyers compris entre 1 et 5 ans	2 714	5 890
Loyers à plus de 5 ans	107	101
<b>Total</b>	<b>6 300</b>	<b>8 988</b>

#### Cautions bancaires

Les cautions bancaires reçues par ADA groupe sont listées dans le tableau suivant :

Donneur	Bénéficiaire	Tiers	Motif	Expire au	Montant (K€)
BNP	Trésorerie Clichy	ADA	Impositions contestées	indéterminé	13
BNP	CCIT BASTIA	ADA	Occupation temporaire de domaine	indéterminé	88
SG	TOTAL France	ADA	Caution de bonne fin	indéterminé	7
SG	TOTAL RAFFINAGE	ADA	Caution de bonne fin	indéterminé	5
LCL	TOTAL	EDA	Garantie de paiement à 1re demande	indéterminé	4

#### Engagement de procéder à une augmentation de capital réservé à Groupe Rousselet

En contrepartie de l'abandon de créance dont a bénéficié Ada en 2021, Ada s'est engagé à procéder avant le 21 décembre 2023 à une augmentation de capital réservé à Groupe Rousselet d'un montant au moins égal à celui de l'abandon de créance consenti.

## 6.2. Objectifs et politiques de gestion des risques

### - Risque de taux :

Les dettes financières du groupe ADA au 31 décembre 2021 sont intégralement constituées d'emprunts à taux fixe.

### - Risque de change :

L'essentiel des points de vente est situé en zone euro.

La part de chiffre d'affaires réalisée hors zone euro est donc très faible et le risque de change négligeable. La société n'a pas mis en œuvre une couverture des risques de change.

### - Risque sur actions :

Au 31 décembre 2021, la société ADA ne détient pas d'actions en propre.

Il n'existe pas au 31 décembre 2021 d'investissement en actions (placements ou participations). Ces risques sont très faibles dans la mesure où les placements occasionnels portent généralement sur des actifs monétaires à très court terme.

### - Risque de crédit :

	31/12/2021	31/12/2020
Créances clients	51 820	46 647
Autres	20 124	25 596
<b>Exposition maximum au risque de crédit</b>	<b>71 944</b>	<b>72 243</b>

Un comité interne d'analyse et de surveillance des risques, notamment les risques d'impayés des franchisés, est en place. Le plus important d'entre eux, en termes de chiffres d'affaires, représente au maximum 3,7 % du chiffre d'affaires de l'enseigne.

### Tableau de passage des dépréciations :

	Provisions au 01/01/2021	Mouvements de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Provisions au 31/12/2021
Créances clients	12 041		5 184	438	16 787
Débiteurs divers	0				0
<b>Total provisions</b>	<b>12 041</b>		<b>5 184</b>	<b>438</b>	<b>16 787</b>

### - Risque de liquidité :

L'essentiel des dettes financières et courantes est à moins de six mois. L'échéancier ci-dessous indique la maturité des dettes sur des intervalles de 6 mois car la majorité des engagements (constructeurs, tirages de lignes SPOT) le sont sur cette durée.

		Echéance non définie	Moins de 6 mois	Entre 6 mois et 1 an	Plus de 1 an	2021	2020
Dettes constructeurs	note 5.11		344			344	620
Dettes fournisseurs	note 5.11	20 635				20 635	16 262
C/C Groupe Rousselet	note 5.11	6 445	0	0	0	6 445	11 045
Dettes diverses	note 5.11	0	320	0	0	320	1 660
Dettes financières Ets Crédit	note 5.10	0	10 463	7 501	4 462	22 426	17 936
Découvert	note 5.10	0	1 071	0	0	1 071	7 514
<b>Total des échéances</b>		<b>27 080</b>	<b>12 198</b>	<b>7 501</b>	<b>4 462</b>	<b>51 241</b>	<b>55 037</b>

La société gère son financement et ses besoins de sortie de ressources par le biais des lignes de crédit négociées, et auprès du groupe Rousselet à travers le compte courant. Les lignes de crédit sont tirées pour une durée de six mois, renouvelables au-delà de 1 an. Il n'existe aucun covenant lié aux emprunts et dettes financières.



*-Risques juridiques :*

Le groupe ADA est engagé dans des procédures judiciaires survenant dans le cadre des activités courantes, et à notre connaissance il n'existe pas à ce jour de faits exceptionnels ou litiges particuliers qui ne seraient pas couverts par des provisions adéquates, et/ou qui pourraient revêtir une incidence significative sur l'activité, les résultats, la situation financière et le patrimoine d'elle-même et de ses filiales.

Il est précisé qu'en cas de résiliation du contrat de franchise par le franchiseur pour manquement contractuel du franchisé, il n'est dû aucune indemnité par le franchiseur au franchisé, sauf si ce dernier obtient la condamnation judiciaire du franchiseur pour résiliation abusive. De façon générale, il n'est prévu aucun cas de résiliation anticipée, sauf accord amiable et exprès des parties.

*5.3. Montants des honoraires des commissaires aux comptes*

En application de l'article 221-1-2 du règlement général de l'Autorité des marchés Financiers, nous vous informons que les honoraires des commissaires aux comptes payés au titre de l'exercice 2021 s'élèvent à 147 K€, contre 139 K€ en 2020.

En K€	Ernst & Young			BDO		
	Montant		Var	Montant		Var
	2021	2020	%	2021	2020	%
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés						
Emetteur	107	99	8.1%	40	40	0%
Filiale						
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du Commissaire aux comptes						
Emetteur	0	0	0%	0	0	0%
Filiale						
<b>TOTAL</b>	<b>107</b>	<b>99</b>	<b>-1%</b>	<b>40</b>	<b>40</b>	<b>0%</b>

*5.4. Evènements importants postérieurs à la clôture*

Néant